

Publications périodiques

Comptes annuels

SOGELEASE FRANCE

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 248 500 005 €

Siège social : 53, rue du Port - CS 90201 - 92724 NANTERRE CEDEX

410 736 169 R.C.S. Nanterre

Documents comptables annuels approuvés par décisions de l'Associé Unique le 26 mai 2021

I. — Bilan social au 31 décembre 2020

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2020	31/12/2019
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (note 1 & 21)	648 789	553 334
- A vue	72 279	74 286
- A terme	576 510	479 048
Créances sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de LOA (note 2 & note 2bis & note 2ter)	2 425 466	2 558 533
Opérations de location simple (note 2 & note 2bis & note 2ter)	250 179	258 912
Immobilisations incorporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Immobilisations corporelles (note 3 & note 3bis)	0	0
Autres actifs (note 4)	26 142	26 508
Comptes de régularisation (note 5)	164 880	3 543
Total actif	3 515 456	3 400 829
Passif	31/12/2020	31/12/2019
Dettes envers les établissements de crédit (note 6 & note 21)	2 735 040	2 674 901
- A vue	64	66
- A terme	2 734 976	2 674 835
Comptes créditeurs de la clientèle (note 21)	2 939	2 402
Autres dettes :		
- A vue	2 939	2 402
- A terme		
Dettes représentées par un titre :		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs (note 7)	122 543	45 283
Comptes de régularisation (note 9)	45 269	47 735
Provisions (note 8)	4 252	3 962
Capital souscrit (note 10)	248 500	248 500
Réserves (note 10)	465	465
Amortissements dérogatoires (note 10)	644 482	622 224
Subvention d'investissement (note 10)	3 346	2 817
Report à nouveau (note 10)	-247 460	-232 622
Résultat de l'exercice (+/-)	-43 921	-14 838
Total passif	3 515 456	3 400 829
Hors-bilan	31/12/2020	31/12/2019
Engagements donnés		
Engagements de financement (note 11)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	123 697	150 191

Engagements sur instruments financiers (note 11)		
Engagements de garantie (note 11)		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0	0
Engagements d'ordre de la clientèle		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 12)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	113 909	145 515
Engagements sur instruments financiers (note 12)		
Engagements de garantie (note 12)		
Engagements reçus sur opérations de crédit-bail		

II. — Compte de résultat 2020

(En milliers d'euros.)

	31/12/2020	31/12/2019
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13) :	8 721	9 849
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	8 721	9 849
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 13 bis) :	-7 979	-7 298
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit		
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-7 996	-7 298
- Autres intérêts et charges assimilées	16	0
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	852 946	885 983
- Charges sur opérations de crédit-bail et de LOA (note 14)	-872 403	-855 945
+ Produits sur opérations de location simple (note 14)	76 919	73 771
- Charges sur opérations de location simple (note 14)	-83 849	-81 138
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	535	509
- Commissions (charges)	-23	-37
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 15) :	645	215
- Produits divers de gestion courante	645	215
- Quote part d'exploitation faites en commun		
- Autres charges d'exploitation (note 15) :	-87	-297
- Charges diverses de gestion courante	-87	-297
- Quote part d'exploitation faites en commun	0	0
Produit net bancaire	-24 576	25 613
- Charges générales d'exploitation (note 16) :	-10 063	-9 152
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-10 063	-9 152
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	-34 639	16 461
+/- Coût du risque (note 17)	-8 232	-3 806
Résultat d'exploitation	-42 871	12 655
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Titres de participation)		
+/- Résultat ordinaire avant impôt :	-42 871	12 655
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 18)	0	0
+/- Impôt sur les bénéfices (note 19)	21 209	8 857
+/- Provisions réglementées (note 20)	-22 258	-36 349
+/- Résultat de l'exercice	-43 921	-14 838

III. — Notes annexes aux comptes sociaux

I. — Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et du règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de SOGELEASE France sont consolidés au niveau de la SOCIETE GENERALE située Tour Société Générale 92972 Paris la Défense cedex

II. — Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. — Opérations sur les nouveaux instruments financiers

Les opérations de couverture portant sur les instruments financiers sont enregistrées conformément aux dispositions de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations (contrats fermes ou optionnels) sont inscrits dans les comptes hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

La comptabilisation des résultats pour les opérations de couverture est la suivante :

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur éléments couverts.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.

B. — Immobilisations

B1. — Immobilisations données en location

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel et outillage industriels, de matériel de bureau, informatique, et de mobilier, dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

Les dispositions prévues par le règlement ANC 2014-03, qui abroge les règlements CRC antérieurs, n'ont pas été appliquées aux immobilisations données en location dans la mesure où celles-ci sont retraitées en location financement dans les comptes consolidés et la charge de renouvellement incombe au locataire. Les traitements comptables en cours, en matière d'amortissement, ont été maintenus.

B2. — Immobilisations d'exploitation

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur valeur d'acquisition nette de T.V.A. récupérable. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens, selon le mode linéaire ou dégressif.

Les durées d'amortissement généralement retenues pour les deux catégories d'immobilisations ci-dessus sont les suivantes :

- Agencements et installations : 8 à 10 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 ans à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- Matériel et outillage : 4 ans à 7 ans

B3. — Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles données en location sont portées dans les charges sur opérations de crédit-bail et LOA ou de location simple, celles des immobilisations d'exploitation sont portées dans les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de progiciels dont la valeur brute correspond à la valeur d'entrée des biens, majorée des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable d'utilisation des biens dans la limite de la dégressivité admise sans pour autant pouvoir être inférieurs au minimum linéaire.

B4. – Réserve Latente

Dans les comptes financiers, l'encours financier des contrats est substitué aux immobilisations nettes données en location. La différence entre les encours financiers et la valeur nette comptable est représentée par la réserve latente brute. Cette dernière était de 685 412 K€ à l'ouverture et de 759 876 K€ au 31 décembre 2020.

C. – Reconnaissance des loyers

Pour les dossiers réaménagés, la société comptabilise les loyers inégaux selon les dispositions de l'avis n°29 du CSOEC, conduisant à répartir de manière linéaire le produit des loyers sur la durée du contrat.

Les loyers restants dus sont donc étalés sur la durée restante du contrat à la mise en place du réaménagement. Les dossiers concernés sont ceux pour lesquels le réaménagement a modifié le rythme d'amortissement financier du contrat, principalement les renégociations simples ou complètes, les changements de périodicité, de taux, de quantième.

Cette approche conduit à comptabiliser en produit à recevoir une partie des loyers futurs restants à facturer.

Ces produits s'élèvent à 161 M€ à fin décembre 2020.

D. – Créances et dettes

Les créances et les dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes rattachées sont évaluées selon la méthode dite du prorata temporis.

La sélection des risques repose sur des procédures qui varient suivant le montant du crédit consenti. L'acceptation des dossiers supérieurs à 150 000 € est totalement réalisée par un chargé d'étude. Les dossiers de montants inférieurs sont acceptés à partir d'outils décisionnels expert et d'analyse de bilans par des spécialistes métiers.

Par l'application du Titre 2 au Livre II du règlement ANC 2014-07 qui abroge les règlements CRC antérieurs, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

- Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :
 - Lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
 - Lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
 - S'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.
- Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois dans le groupe Société Générale verra tous ses dossiers déclassés même s'ils ne répondent pas encore à ces critères de déclasserment.

Les créances ont été dépréciées le cas échéant par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les clients douteux et douteux compromis Entreprise sont dépréciés individuellement (sur la base d'estimations de récupération) si la créance est de montant significatif (> 30 K€), et statistiquement (par application d'un taux moyen) dans le cas contraire.

Les récupérations prévisionnelles sont actualisées au taux moyen de rendement de l'encours des deux années précédentes, sur une période de recouvrement estimée.

Conformément à l'article 2231-3 du chapitre 3 sur le traitement comptable du risque de crédit dans le règlement ANC n° 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et dépréciés en totalité pour la partie non encaissée.

Les clients qui ne sont pas en procédure collective ou qui n'ont pas fait l'objet d'une résiliation de leur contrat peuvent, après régularisation de leurs impayés ayant généré le déclasserment initial, passer à nouveau en encours sain.

A fin 2020, les provisions calculées sur une base individuelle s'élèvent à 44 287 K€, et les provisions déterminées à partir d'un taux statistique s'élèvent à 315 K€.

Gestion des crédits restructurés

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- Les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut, s'il ne l'était pas déjà, à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an, si la restructuration est validée avant le 20 octobre 2020 (mise en place de la Nouvelle Définition du Défaut).

Si une restructuration est validée après le 20 octobre 2020 sur une contrepartie saine, celle-ci pourra rester en sain si la décote résultante est < 1 %, et sauf décision contraire du gestionnaire (cf. application des lignes directrices de l'EBA du 2 avril 2020)

- Les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut soit une mise sous surveillance [Watch List] avec passage en défaut au 1^{er} impayé,
- Au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- Provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- Provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch list) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés et provisionnés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur. Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

La société est entrée au 1^{er} janvier 1998 dans le périmètre d'intégration fiscale de la Société Générale. Le produit ou la charge est constaté au titre dudit exercice.

E. – Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

F. – Impôt sur les sociétés

Sogelease fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI) depuis le 1^{er} janvier 1998.

La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité. Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogelease comme en l'absence d'intégration fiscale. Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

G. – Commissions

La rubrique « commissions » comprend principalement les commissions versées aux apporteurs d'affaires.

H. – Rémunération des dirigeants

SOGELEASE doit mentionner la rémunération globale versée aux membres des organes d'administration et de direction. Etant donné que seul un dirigeant (Directeur Général) est rémunéré par SOGELEASE via une refacturation de SOCIETE GENERALE, mentionner cette information reviendrait à communiquer sa rémunération individuelle.

SOGELEASE a donc choisi de ne pas communiquer cette rémunération.

Aucune avance ni crédit n'a été consenti au cours de l'année 2020.

I. – Provision de passif

La provision est destinée à couvrir la VNC ITNL pour 4 030 K€.

J. – Régime Intégration Fiscale

La société SOGELEASE France est sous le régime d'intégration fiscale du Groupe SG.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont réallouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

K. – Transaction avec les parties liées.

En application du règlement de l'ANC n°2010-04 du 7 octobre 2010, abrogé et repris par ANC N° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan modifiant le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 91-01 relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels des établissements de crédit, les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché et ne sont donc pas détaillées dans l'annexe.

L. – Faits marquants de l'exercice

Sur l'année 2020, dans le cadre du contexte sanitaire, des réaménagements avec franchise en capital ont été proposés aux clients Sogelease. A fin décembre 2020, les dossiers concernés mis en place représentent, 49 % du portefeuille en nombre de dossiers et 44 % en montant d'encours.

Les factures de loyer de contact émises pendant la période de franchise, qui correspondent à des coûts de portage pour un montant 6,9 M€ sur l'année 2020, ont fait l'objet d'un report d'exigibilité pour la durée de la période de franchise (6 mois dans la majorité des cas). Pour la majorité des dossiers réaménagés, la période de franchise est arrivée à expiration à fin décembre 2020 avec une reprise des règlements sans incidents pour la plupart des clients.

Sogelease a conclu en décembre 2020 une opération de titrisation synthétique non rechargeable par le biais du fonds commun de titrisation Colisée 2020.

Cette opération a pour effet de fournir à Sogelease une garantie financière contre les pertes de crédit d'une partie de ses expositions (portefeuille 1 G €).

M. – Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Créances à vue	72 279	74 286
Créances à terme	576 510	479 048
Total	648 789	553 334

Note 2. – Opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2019	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2020	Amortissements et dépréciations	Valeur nette comptable 31/12/2020
Crédit-bail mobilier						
Immobilisations	4 701 921	779 811	657 670	4 824 062	2 422 581	2 401 481
Créances douteuses	12 280	1 048	0	13 328	10 755	2 573
Créances douteuses compromises **	43 171	0	3 995	39 176	31 614	7 562
Créances rattachées	9 444	4 406	0	13 850		13 850
Dont commissions restant à étaler*	3 390	0		3 319	0	3 319
Total	4 766 815	785 266	661 665	4 890 416	2 464 950	2 425 466
Location financière						
Immobilisations	508 670	83 882	75 739	516 813	272 281	244 532
Créances douteuses	254	1	0	254	246	9
Créances douteuses compromises **	2 343	0	284	2 059	1 987	72

Créances rattachées	7 291	0	1 724	5 566		5 566
Dont commissions restant à étaler*	392	0		378		378
Total	518 557	83 883	77 748	524 692	274 514	250 179

* Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports restant à étaler ont été reclassées dans le poste "opérations de crédit-bail et loa" et "opérations de location simple"

Note 2. – bis. – Dépréciations des créances douteuses sur opérations de crédit-bail et de location assimilée

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Crédit-bail mobilier (1)	44 170	42 369	44 170	42 369
Créances douteuses	9 782	10 755	9 782	10 755
Créances douteuses compromises	34 388	31 614	34 388	31 614
Location financière (1)	2 514	2 233	2 514	2 233
Créances douteuses	245	246	245	246
Créances douteuses compromises	2 269	1 987	2 269	1 987
Total	46 684	44 602	46 684	44 602

(1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2020 s'élève à 6 249 K€.

Les reprises de provisions afférentes ont bien été comptabilisées sur l'exercice.

Aucune perte constatée sur les créances douteuses compromises.

Note 2 ter. – Amortissements sur opérations de crédit-bail et de location

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements 31/12/2019	Dotations		Reprises et Reclassements	Amortissements 31/12/2020
		Linéaires	Dégressives		
Crédit-bail mobilier	2 164 112	830 361		571 892	2 422 581
Location financière	257 131	83 579		68 429	272 281
Reprise d'amortissements excédentaires	0	0			0
Total	2 421 243	913 939	0	640 321	2 694 862

Note 3. – immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Brut 31/12/2019	Acquisitions	Cessions	Virements Comptables	Variations Cours Devises	Brut 31/12/2020	Amortissements et dépréciations	Valeur nette Comptable
Immobilisations incorporelles	86	0		0		86	86	0
Immobilisations corporelles	0		0			0	0	0
Total	86	0	0	0	0	86	86	0

Note 3 bis. – amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements et dépréciations 31/12/2019	Dotations Linéaires	Reprises	Virements Comptables	Amortissements et dépréciations 31/12/2020
Immobilisations incorporelles	86	0	0		86
Immobilisations corporelles	0		0		0
Total	86	0	0	0	86

Note 4. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Etat, impôts et taxes	4 973	17 787
Débiteurs divers	21 169	8 721
Total	26 142	26 508

Note 5. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Charges constatées d'avance	10	10
Produits à recevoir	164 860	3 533
Divers	11	0
Total	164 880	3 543

Note 6. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes à vue :	64	66
- Comptes ordinaires créditeurs	1	26
- Dettes rattachées	63	41
Dettes à terme :	2 734 976	2 674 835
- Emprunts et comptes à terme	2 734 120	2 673 984
- Dettes rattachées	856	851
Total	2 735 040	2 674 901

Note 7. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs	7	0
Etat, impôts et taxes	4 513	4 382
Créditeurs divers	30 784	37 512
Dépôts de garantie	87 238	3 388
Total	122 543	45 283

Note 8. – Provisions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Provision VNC ITNL	3 762	4 030	3 762	4 030
Provision risque opérationnel	200	22	0	222
Total	3 962	4 052	3 762	4 252

Note 9. – Comptes de régularisation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Loyers constatés d'avance CB	40 685	44 948
Loyers constatés d'avance LS	2 716	1 742
Charges à payer	1 868	1 045
Total	45 269	47 735

Note 10. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2019	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2020
Capital (1)	248 500				248 500
Primes d'émission					
Réserve légale					
Réserves réglementées					
Réserves ordinaires	465				465
Report à nouveau	-232 621		-14 838		-247 459
Subvention d'investissement	2 817			529	3 346
Amortissements dérogatoires cogénération (note 20)	0			0	0
Autres amortissements dérogatoires (note 20)	622 224			22 258	644 482
Résultat	-14 838	-43 921	14 838		-43 921
Total	626 547	-43 921	0	22 787	605 413

(1) Au 31/12/2020, le capital social se compose de 16 566 667 actions de nominal 15 euros.

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	16 566 667			16 566 667	15
Total	16 566 667	0	0	16 566 667	15

Note 11. – Engagements donnés

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements en faveur des E. C.						0
Engagements sur instruments financiers :						0
- Opérations fermes de gré à gré						0
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements en faveur de la clientèle						
- Engagements relatifs aux opérations de CB					123 697	123 697
Engagements de garantie						0
Total				0	123 697	123 697

Note 12. – Engagements reçus

Catégories d'engagements (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements de financements						
- Reçus des établissements de crédit					113 909	113 909
Engagements sur instruments financiers :						
- Opérations fermes de gré à gré						0
Swaps de taux d'intérêt						
Engagements de garantie						
- Garanties reçues concernant les opérations de crédit-bail						0
Autres engagements						
Total				0	113 909	113 909

Engagements reçus de la part de la SG dans le cadre du nouveau calcul du coefficient de liquidité (Exigence SURFI)

Note 13. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	8 721	9 849
- Intérêts sur compte ordinaire	0	0
- Intérêts sur compte et prêt	8 721	9 849
- Intérêts sur SWAPS	0	0
Produits divers d'intérêts	0	0
- Autres intérêts	0	0
	8 721	9 849
(1) Dont intérêts courus à recevoir :		
- sur compte ordinaire	1	1
- sur compte et prêt à terme	5 972	6 828

Note 13 bis. – Intérêts et charges assimilées

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Sur opérations avec les établissements de crédit (1)	7 996	7 298
- Intérêts sur compte ordinaire	298	37
- Intérêts sur compte et emprunts	6 999	7 261
- Intérêts sur SWAPS	0	0
- Engagement de garantie	699	0
Sur opérations avec la clientèle	-16	0
- Autres intérêts	-16	0
Total	7 979	7 298
(1) Dont intérêts courus à payer :		
- sur compte ordinaire	63	38
- sur compte et emprunts à terme	856	851

Note 14. – Produits et charges sur opération de Crédit-bail et de Location simple

Détail des produits sur opérations de crédit-bail et location simple

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020		31/12/2019	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Loyers	824 373	62 037	857 379	60 945
Indemnités de résiliation , autres produits	7 998	-82	5 940	37
Plus-values sur cessions	19 792	14 925	22 814	12 791
Escomptes obtenus	0	0	0	0
Provision pour dépréciation	-6 248	-331	-7 032	-371
Reprise provision pour dépréciation N-1	7 032	371	6 881	369
Total	852 946	76 919	885 983	73 771

Détail des charges sur opérations de crédit-bail et location simple

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020		31/12/2019	
	Crédit-bail	Location simple	Crédit-bail	Location simple
Dotations aux amortissements linéaires	830 361	83 579	811 227	80 400
Moins-values sur cessions	38 444	50	41 719	550
Autres	3 599	221	2 999	188
Dont commissions d'apport*	1 614	181	1 906	188
Total	872 403	83 849	855 945	81 138

* Conformément à l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité, les commissions d'apports ont été reclassées dans le poste "charges sur opérations de crédit-bail et loa" et " charges sur opérations de location simple"
Ces commissions étaient enregistrées en 2008 dans le poste "charges de commissions".

Note 15. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Sur produits divers de gestion courante	645	215
Total	645	215

Note 15. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Sur Quote part d'exploitation faites en commun	0	0
Sur charges diverses de gestion courante	87	297
Total	87	297

Note 16. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Entretiens et réparations	74	74
Assurance	34	46
Prestations, études informatiques	371	3
Honoraires facturés au titre du contrôle légal	40	14
Autres honoraires	285	205
Impôts et taxes	2	583
Frais actes et contentieux	269	382
Refacturation frais répétables	-56	-121

Locations	2	2
Publicité, relations publiques	55	66
Déplacements	0	0
Transports, déplacements et frais de mission	1	5
Frais de télécommunication et postaux	0	0
Refacturations sociétés groupe	8 951	7 843
Condamnation	17	24
Divers	19	26
Total	10 063	9 152

Note 17. – Coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2020	31/12/2019
Perte sur clients et débiteurs divers	-9 416	-6 325
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers	-44 402	-45 329
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	45 393	47 505
Profits sur clients	192	343
Total	-8 233	-3 806

(1) Conformément à l'article 13 bis du CRC 2002-03 modifié du CRC 2005-03, la reprise de dépréciation des créances liée au passage du temps pour 38 K€ a été comptabilisée en coût du risque (comprend stock N-1 et décote négative N).

Note 18. – Produits exceptionnels

Néant.

Note 18. – Charges exceptionnelles

Néant.

Note 19. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû (1)	Résultat net après impôt
Résultat courant (2)	-65 130	21 209	-43 921
Résultat exceptionnel	0	0	0
Total	-65 130	21 209	-43 921

(1) Du fait de l'intégration fiscale, la société perçoit une subvention égale à la créance d'impôt réalisée.

Le taux d'impôt retenu est de 34,43 % sur le déficit de l'exercice.

(2) Résultat courant avant impôts issu de la liasse fiscale

Note 20. – Dotations / Reprises

Eléments (En milliers d'euros.)	Amortissements dérogatoires 31/12/2019	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements dérogatoires 31/12/2020
Sur amortissements dérogatoires Crédit-bail	622 223	22 258	0	644 481
(Amortissement maximum)	568 589	17 408	0	585 997
Sur amortissements dérogatoires Location simple	53 634	4 850	0	58 485
(Amortissement maximum)	0	0,00	0	0

Sur amortissements dérogatoires en cogénération (éolienne)	0		0	0
Total	622 223	22 258	0	644 482

Note 21. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :						648 789
- A vue	72 278					72 278
- A terme	34 980	50 946	247 824	242 761		576 511
Créances sur la clientèle :						0
- Autres concours à la clientèle						
- Comptes ordinaires débiteurs						
Total	107 259	50 946	247 824	242 761	0	648 789

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :						2 735 041
- A vue	64	0				64
- A terme	254 240	636 072	1 681 378	163 286		2 734 976
Comptes créditeurs de la clientèle :						2 939
- A vue (voir note ci-dessous).					0	0
- A terme	2 939					2 939
Total	257 243	636 072	1 681 378	163 286	0	2 737 980

Une nouvelle règle de déclassement a été mise en place à partir de 2010 de manière à rattacher les encaissements non imputés par affaires et par tiers. Avant 2010, l'ensemble des encaissements non imputés était classifié au passif, tandis qu'en 2010 le compte est scindé en deux soit à l'actif soit au passif selon la position finale nette du tiers (débitaire ou créditeur).

Note 22. – Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques en milliers d'euros	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Sté a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	576 511	
Créances clients et comptes rattachées	-1	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 734 976	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 655	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	113 909	

Filiales et participations

Néant.

IV. — Affectation du résultat

L'Associé unique constate que l'exercice 2020 se solde par :

Un déficit de	-43 921 050,53 €
Un report à nouveau débiteur de	-247 459 582,94 €

L'Associé unique décide d'affecter ce bénéfice au report à nouveau débiteur qui s'établit désormais à -291 380 633,47 €.

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sogelease France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la note 2 bis de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédits inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédits et à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 11 mai 2021
Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Pascal Colin

ERNST & YOUNG Audit
Vincent Roty

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.